



Note de présentation générale

Budget primitif 2025

CCAS de Rouen

Table des matières

1. Avant-propos.....	2
2. Equilibre général.....	2
3. Le fonctionnement.....	3
a. Recettes.....	3
b. Dépenses.....	6
4. L'investissement.....	11
a. Recettes.....	11
b. Dépenses.....	12
5. L'endettement.....	13
6. Présentation par thématique (crédits réels de fonctionnement et d'investissement).....	13
a. L'action sociale, l'accompagnement et l'accès aux droits	14
b. L'action en faveur des aînés	16
c. L'action en faveur de l'enfance	17
d. L'insertion professionnelle et l'innovation sociale	18
e. Moyens généraux	18
7. Conclusion	20



1. Avant-propos

Le CCAS reprend ses résultats antérieurs de manière anticipée pour équilibrer son budget primitif de l'année courante. Cette ressource, d'un montant de 723 K€ au budget 2024, s'élève à 1,190 M€ au budget primitif 2025, comprenant les résultats de fonctionnement et d'investissement de l'EHPAD, intégré dans le courant de l'exercice 2024.

Même s'il a pu ainsi équilibrer son budget plus confortablement pour 2025, le CCAS doit maintenir son effort de pilotage et de prévision pour tenir compte des contraintes budgétaires de la Ville, dont il perçoit la plus importante partie de son financement.

Le budget du CCAS comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement. Il est présenté par chapitres et articles conformément à la nomenclature M57, puis voté au niveau du chapitre. La section d'investissement n'est plus présentée par opérations d'équipement mais par chapitres budgétaires, comme pour la section de fonctionnement.

Le budget regroupe les dépenses et les recettes liées aux principales actions du CCAS :

- Les missions quotidiennes d'accompagnement social et d'accès aux droits : accompagnement des bénéficiaires du RSA, domiciliation, allocations communales de solidarité (ACS) et autres aides, la Chaloupe, activités sociales et culturelles, etc.;
- L'animation et le lien social ;
- Les politiques en faveur des aînés et la lutte contre l'isolement ;
- L'insertion professionnelle et le projet « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
- La politique d'accueil des migrants.

2. Equilibre général

Le budget principal du CCAS de Rouen s'équilibre pour l'exercice 2025, tous mouvements confondus, réels et ordre, à 7 908 261,21 € pour la section de fonctionnement et à 574 148,33 € pour la section d'investissement.

	BP 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	Taux d'évol. /BP 24
Fonctionnement	7 326 492,90 €	6 741 765,79 €	7 171 838,32 €	7 908 261,21 €	10.27%
Investissement	478 593,35 €	339 057,02 €	274 188,33 €	574 148,33 €	109.40%
TOTAL	7 805 086,25 €	7 080 822,81 €	7 446 026,65 €	8 482 409,54 €	13.92%

Les sections de fonctionnement et d'investissement sont présentées respectivement en hausse de 10,27 % et 109,40%.

L'équilibre de la section de fonctionnement est réalisé grâce à la reprise anticipée du résultat de l'exercice 2024 qui s'établit à 796 194,21 €, contre 630 025,32 € en 2023, soit une hausse de 166 168,89 € entre les deux exercices.

La section d'investissement est composée en recettes, des dotations aux amortissements et de la reprise du solde d'exécution positif des années antérieures. Alors qu'elle était en baisse sur les quatre derniers exercices, elle est en augmentation significative de 109,4% soit +300K€, grâce à la reprise du résultat d'investissement excédentaire de l'EHPAD au cours de l'exercice 2024 (pour mémoire, +347 K€). Les dépenses d'investissement servent à financer les travaux, l'acquisition de logiciels et de licences informatiques, l'achat de divers matériels et à rembourser le capital des deux emprunts en cours.

L'équilibre de la section d'investissement est assuré grâce à la reprise anticipée du résultat d'investissement qui s'établit à 394 063,33 € en 2024, contre 92 999,33 € en 2023 (301 K€ soit +323% entre les deux exercices).

Lors des quatre précédents exercices, le CCAS a prélevé son résultat d'investissement afin d'assurer le financement de ses investissements. Même si son financement est dorénavant assuré grâce la reprise d'un résultat confortable, la question du financement des futurs projets d'investissement du CCAS demeure, et devra être précisée dans le cadre d'une nouvelle stratégie de financement, notamment via un plan pluriannuel de financement (PPI) et la recherche de financements extérieurs.

3. Le fonctionnement

a. Recettes

Les recettes réelles de fonctionnement prévues par le CCAS au titre de l'exercice 2025 s'élèvent à 7 895 661,21 €, en augmentation de 10,29 % par rapport au BP 2024.

Chapitre budgétaire	BP 2024	BP 2025	Evol. € 2024/2025	Tx évol. 2024/2025
002 - Résultat de fonctionnement reporté	630 025.32 €	796 194.21 €	166 168.89 €	26.37%
013 - Atténuations de charges	265 558.00 €	256 521.00 €	-9 037.00 €	-3.40%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	79 892.00 €	50 392.00 €	-29 500.00 €	-36.92%
74 - Dotations et participations extérieures	6 159 502.00 €	6 748 000.00 €	588 498.00 €	9.55%
<i>Dont Subvention de la Ville</i>	<i>5 200 000.00 €</i>	<i>5 945 000.00 €</i>	<i>745 000.00 €</i>	<i>14.33%</i>
75 - Autres produits de gestion courante	24 261.00 €	44 554.00 €	20 293.00 €	83.64%
TOTAL	7 159 238.32 €	7 895 661.21 €	736 422.89 €	10.29%

L'augmentation de 745 K€ (+14,33%) de la subvention de fonctionnement versée par la ville porte cette dernière à un montant de 5,945 M€ pour 2025, et explique l'évolution des recettes réelles de 10,29 % au BP 2025.

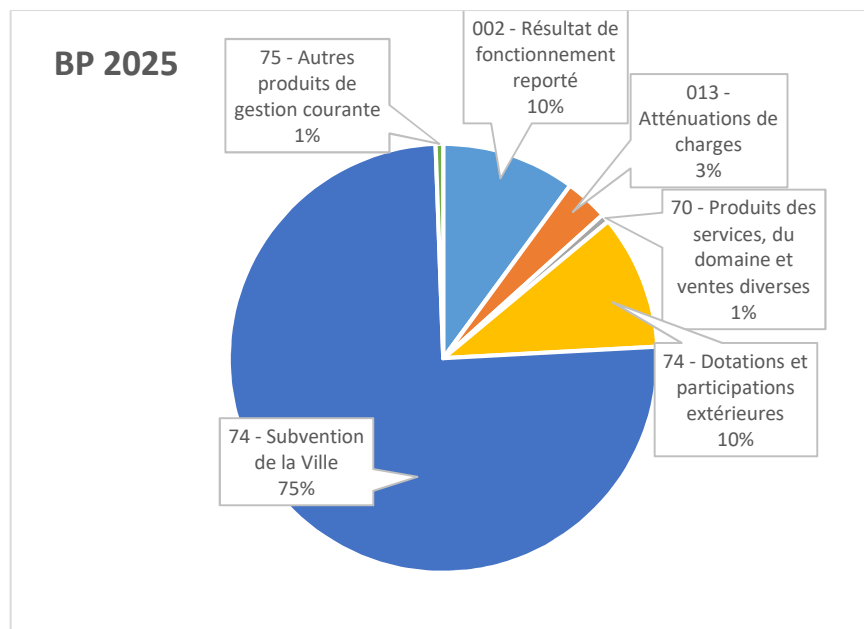
Les écarts entre 2024 et 2025 des différents chapitres budgétaires s'expliquent par les raisons suivantes :

- Chapitre 002 : le résultat repris au BP 2025 de manière anticipée est augmenté du résultat constaté à la clôture de l'exercice 2024 de 166 168,89 €, soit une progression de 26,37 %.
- Chapitre 013 : les atténuations de charges diminuent légèrement (-9K€ soit -3,4 %) à cause de modifications concernant les refacturations de personnels à des tiers.
- Chapitre 70 : à la suite de la fermeture de l'Atelier du meuble et à la sortie du bail des 4 cantons début mars, les loyers ne seront plus refacturés à la régie des quartiers de Rouen pour le reste de l'exercice. Les produits de vente de prestations sont par conséquent en baisse de 36,92 % soit -29,5 K€. Une baisse des charges est également constatée en parallèle pour environ -61 K€, et sera détaillée dans la partie dépenses du rapport.
- Chapitre 75 : le CCAS de Rouen reste en attente du versement :
 - o De certaines recettes d'hébergement de l'EHPAD pour deux dossiers d'aide sociale finalement acceptés par le Département fin 2024 (24K€),

- De l'indemnité de l'assureur des locaux incendiés lors des événements urbains de juin 2023 pour 15K€.



La structure des recettes réelles du CCAS se compose comme suit :



NB : La subvention de la ville représente 75 % des recettes de fonctionnement contre 73% au BP 2024. Hors reprise du résultat de fonctionnement N-1, cette proportion représente près de 85% des recettes.

Chapitre 013 : Atténuations de charges

Ces recettes sont des produits qui viennent en diminution d'une charge déjà réglée. Ce chapitre enregistre par conséquent :

- Les remboursements de l'assurance statutaire et de la CPAM sur les rémunérations des agents : 95,5K€.
- Les remboursements de charges de personnels refacturés à des tiers : 45,2 K€ refacturés à la ville de Rouen et 40 K€ refacturés à l'association Rouen Seniors
- La part salariale des chèques déjeuners (3.20 € unitaires sur une valeur de 8 €) : 75,8 K€.

Chapitre 70 : Les produits des services et ventes diverses

Ce chapitre budgétaire regroupe les refacturations internes au CCAS mais aussi à des partenaires extérieurs (Régie des Quartiers, association Migra'toit).

Types de recettes	BP 2024	BP 2025	Evol. % BP24/BP25
Prestations par d'autres redevables	75 392.00 €	50 392.00 €	-33.16%
Prestations aux budgets annexes	4 500.00 €	0.00 €	-100.00%
TOTAL	79 892.00 €	50 392.00 €	-36.92%

En raison de la fermeture de l'Atelier et de la sortie du bail des 4 cantons, ces recettes présentent une diminution de -36,92%, soit -29,5 K€.

Ces recettes comprennent :

- Le remboursement du loyer et des charges locatives par la Régie de Quai pour la surface occupée au bâtiment des 4 cantons jusqu'au 9 mars 2025 : 9,4 K€,
- Le remboursement par les budgets annexes de l'hébergement des services à la maison des Aînés : 33,8 K€,
- Le remboursement des charges de la maison rue de Tunis par l'association Migra'toit : 7,2 K€

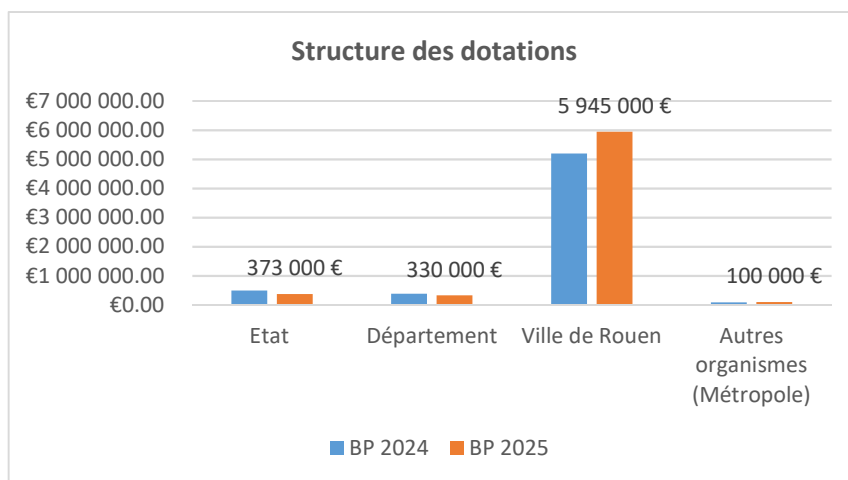


Par ailleurs, il ne sera plus procédé au remboursement des frais de personnels mis à disposition des budgets annexes : -4,5 K€ (simplification des mouvements entre budgets CCAS).

Chapitre 74 : Les dotations

Les dotations représentent 85 % des recettes de fonctionnement, la dotation de la ville 75%.

Types de financeurs	BP 2024	BP 2025	Evol. € BP24/BP 25	Evol. % BP24/BP25
Etat	487 146.00 €	373 000.00 €	-114 146.00 €	-23.43%
Département	386 142.00 €	330 000.00 €	-56 142.00 €	-14.54%
Ville de Rouen	5 200 000.00 €	5 945 000.00 €	745 000.00 €	14.33%
Autres organismes (Métropole)	86 214.00 €	100 000.00 €	13 786.00 €	15.99%
TOTAL	6 159 502.00 €	6 748 000.00 €	588 498.00 €	9.55%



La participation de la Ville de Rouen est présentée en augmentation de 14,33 % et s'établit à 5 945 000 €, soit une hausse de 745 000 € par rapport au BP 2024. Cette subvention comprend un effort supplémentaire de 200 000 € qui couvre les dépenses de remise en état du bâtiment des 4 cantons avant la sortie du bail effective le 9 mars 2025.

La participation de l'Etat au budget du CCAS est en recul de 23,43% (soit -114,1 K€) par rapport à l'exercice 2024 :

- La subvention au Programme de Réussite Educative, avec l'extension à la rive gauche du secteur QPV (quartiers prioritaires de la politique de la ville), était évaluée à hauteur de 240 K€ au BP 2024. En cours d'exercice, l'Etat a fait savoir qu'il maintenait sa participation de 190 K€ annuels. En 2025, c'est ce montant de 190 K€ qui est inscrit au BP.

- Avec la fermeture du dispositif, les 20 K€ annuels alloués par la DDET (Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) pour le fonctionnement de l'Atelier disparaissent de la prévision budgétaire.

La subvention du Département de la Seine-Maritime versée dans le cadre du dispositif d'accompagnement RSA (Revenu de Solidarité Active) pour 330 K€ est reconduite en 2025, à la différence de celle du FSE (Fonds Social Européen) allouée à l'Atelier pour 53 K€ à la suite de la fermeture du service. Cela conduit à une diminution de 14,54% des dotations versées par le Département.

La perte des subventions liées à l'Atelier sont compensées par des baisses de charges, qui seront détaillées dans la partie dépenses de cette note.

La participation de la Métropole de Rouen au PRE (Programme de Réussite Educative) est en revanche renforcée en 2025 pour faire face aux besoins des habitants de la zone QPV (Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville) élargie à la rive gauche. Elle est prévue en hausse de 15,99% (soit +13,8K€) et s'établit à 100 K€ dans ce budget primitif.

Chapitre 75 : Les autres recettes de gestion courante

Types de recettes	BP 2024	BP 2025	Evol. € BP24/BP 25	Evol. % BP24/BP25
Autres produits divers de gestion courante	24 261,00 €	44 554,00 €	20 293,00 €	83,64 %

Ce chapitre présente une évolution de +20,3 K€ soit +83,64%, qui s'explique par les raisons suivantes :

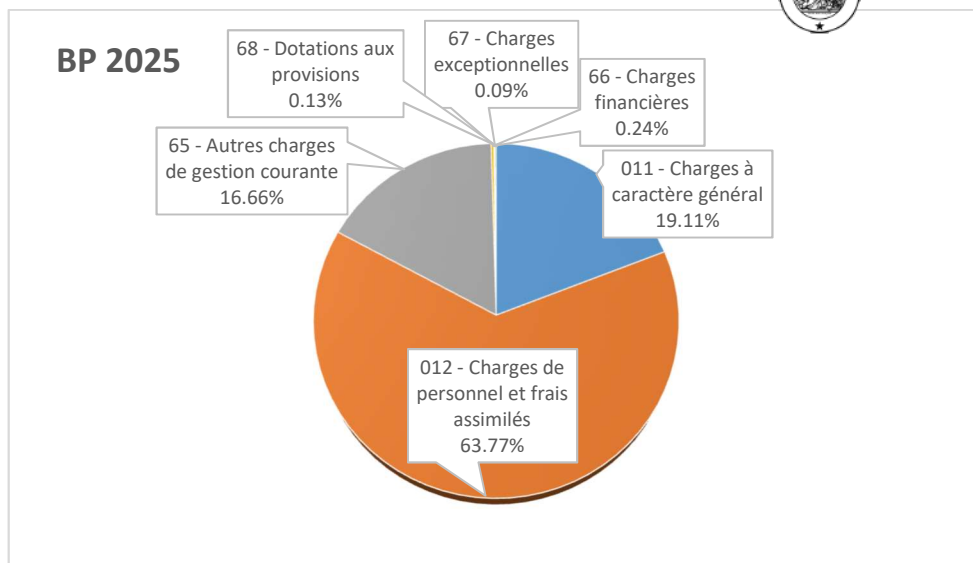
- Indemnisation de l'assurance du CCAS pour les dommages matériels subis lors des émeutes de juin 2023 : 15,5 K€. Cette recette, prévue au BP 2024, n'a pas encore été perçue. La procédure d'indemnisation a pris du temps et est en cours de finalisation.
- Recettes relatives à l'EHPAD : le Département a rendu une décision positive fin 2024 concernant deux dossiers d'aide sociale déposés par des personnes hébergées sur la période de gestion du CCAS. Les titres de recettes peuvent être réalisés à l'encontre du Département sur l'exercice 2025, pour 24 K€.
- Diverses autres recettes (avoirs, remises) pour 5 K€.

b. Dépenses

Le montant des dépenses réelles proposées au BP 2025 est en augmentation de 733 926,89 € (soit +10,49 %) par rapport au montant des dépenses réelles votées au BP 2024.

Ces dépenses se décomposent de la façon suivante :

Chapitre budgétaire	BP 2024	BP 2025	Evol. % BP24/BP25	Evol. € BP24/BP 25
011 - Charges à caractère général	1 051 270.00 €	1 477 709.21 €	40.56%	426 439.21 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 803 458.32 €	4 930 816.00 €	2.65%	127 357.68 €
65 - Autres charges de gestion courante	1 107 191.00 €	1 288 221.00 €	16.35%	181 030.00 €
66 - Charges financières	19 530.00 €	18 630.00 €	-4.61%	-900.00 €
67 - Charges exceptionnelles	7 000.00 €	7 000.00 €	0.00%	0.00 €
68 - Dotations aux provisions	10 000.00 €	10 000.00 €	0.00%	0.00 €
TOTAL	6 998 449.32 €	7 732 376.21 €	10.49%	733 926.89 €



Chapitre 011 : Les charges à caractère général :

Ce chapitre regroupe l'ensemble des dépenses liées aux achats, à la sous-traitance de services, aux loyers et charges locatives, à la maintenance et aux divers honoraires et taxes.

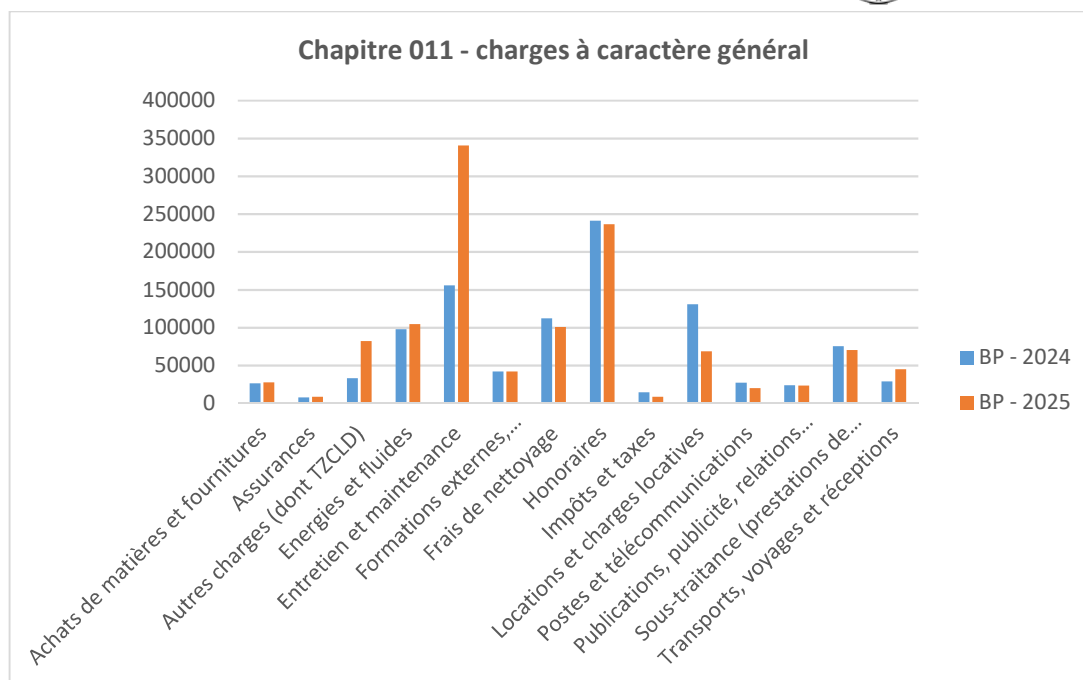
L'augmentation significative de ces charges en 2025 (+426 K€ soit +40,56 %) s'explique d'une part avec les travaux liés à la remise en état du bâtiment des 4 cantons avant sortie du bail (200 K€ prévus), et d'autre part avec un effet comptable lié à la reprise du résultat de fonctionnement 2024, qui n'entraînera pas d'exécution.

En dehors de ces effets conjoncturels, les dépenses courantes à caractère général diminuent de -3,69%, soit -37,5 K€, en lien avec l'arrêt du dispositif de l'Atelier du meuble, pour lequel les loyers et charges s'arrêtent au 9 mars.

Les évolutions notables portent sur :

- Les dépenses de fluides : 104 K€ (contre 97 K€ au BP24),
- Les achats de matières et fournitures : 33 K€ (contre 37K€ au BP24),
- Les contrats de prestations de services : 71,1 K€ (contre 77,2 K€ au BP24),
- Les locations mobilières, immobilières et charges locatives : 71,6 K€ (contre 147,7 K€ au BP24).
- L'entretien et la maintenance : 341,5 K€ (contre 160 K€ au BP24). Remise en état du bâtiment des 4 cantons évaluée à 200 K€,
- Les assurances : 8.7 K€ (contre 8.4 K€ au BP 24),
- La documentation et les formations : 41,8 K€ (contre 42.8K€ au BP24),
- Les honoraires divers et des intervenants pour activités du PRE (Programme de Réussite Educative) : 236,5K€ (contre 241.3K€ au BP 24),
- Les frais postaux et télécommunications : 35,1K€ (contre 38,5K€ au BP24),
- Les autres prestations extérieures (dont frais de nettoyage des locaux) : 183,7K€ (contre 145,6K€ au BP24) : cette augmentation s'explique par le projet « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée », pour lequel 45 K€ sont prévus au BP 25,
- Les impôts et taxes : 8,7K€ (contre 14,4K€ au BP24),

Ci-dessous le détail par grand type de dépenses comparé avec le BP 2024 :



Chapitre 012 : Les charges de personnel :

Représentant près de 64 % des dépenses de fonctionnement du CCAS en 2025, les dépenses de personnel sont présentées en augmentation de 2,65 %, soit +127,4K€ par rapport au BP 2024.

La masse salariale 2025 comprend :

- L'effet du décret 2025-86 du 30 janvier 2025 qui fixe le taux de cotisation à l'assurance vieillesse pour les employeurs territoriaux à 34,65%, soit +3%. L'impact de cette mesure est évalué à 55K€ ;
- Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) pour 11,2 K€, et les primes statutaires (NBI et CIA) pour 18,3 K€ ;
- La budgétisation de 2 nouveaux postes (85K€) : un référent insertion professionnelle et une chargée de mission à la direction du service des aînés ;
- La prise en compte des rémunérations des agents de l'EHPAD qui n'ont pas souhaité leur transfert au CH du Bois-Petit représentent au budget principal 2025 un coût annuel chargé de 117,8 K€ pour 3 postes ;
- Les enveloppes prudentielles pour diverses indemnités :
 - o En cas de fin de contrat à durée déterminée sur emploi permanent (45 K€) ;
 - o En cas de rupture conventionnelle, pour réintégration anticipée d'un agent, ou pour indemnité de congés non pris : enveloppe totale de 20K€ ;
 - o En cas d'allocation de retour à l'emploi (10K€) ;
- La constitution d'une provision pour versement d'un capital décès (provision de 30K€ étalée sur 3 ans, soit 10K€ en 2025) ;

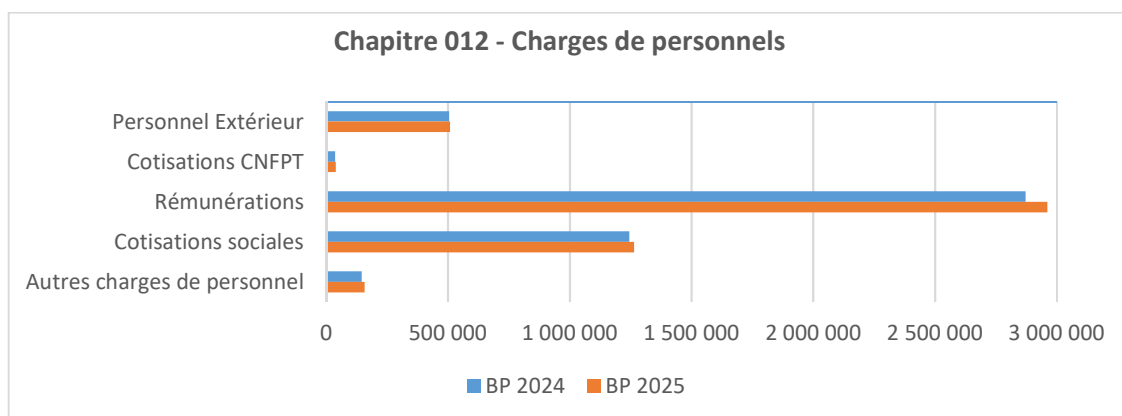
- Les enveloppes pour rémunération d'apprentis (27 K€), pour rémunérés (4,3 K€) et services civiques (2,7 K€) ;
- La refacturation des personnels mutualisés de la ville au CCAS représente 330 K€ en 2025. La refacturation des personnels du PRE (Programme de Réussite Educative) de la ville au CCAS représente 178 K€.



Des actualisations pour les cotisations d'assurance statutaire (marché renouvelé fin 2024), les tickets restaurants, la médecine du travail et la prévention sont intégrées dans le projet de BP 2025.

Les personnels du dispositif de l'Atelier, fermé en fin d'année 2024, sont redéployés sur d'autres services.

Types de charges	BP 2024	BP 2025	Evol. % BP24/BP25	Evol. € BP24/BP 25
Personnel Extérieur	504 631.00 €	508 244.00 €	0.72%	3 613.00 €
Cotisations CNFPT	36 805.00 €	38 855.00 €	5.57%	2 050.00 €
Rémunérations	2 871 566.32 €	2 961 153.00 €	3.12%	89 586.68 €
Cotisations sociales	1 245 056.00 €	1 265 064.00 €	1.61%	20 008.00 €
Autres charges de personnel	145 400.00 €	157 500.00 €	8.32%	12 100.00 €
TOTAL	4 803 458.32 €	4 930 816.00 €	2.65%	127 357.68 €



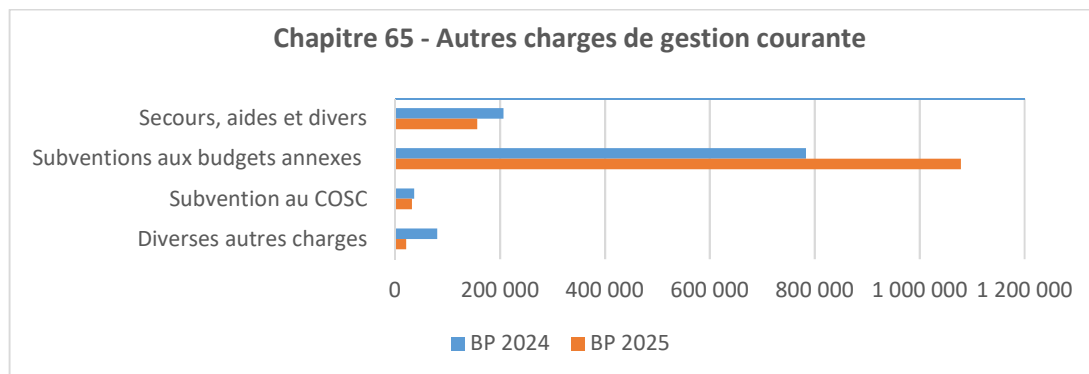
Chapitre 65 : Les autres charges de gestion courante :

Ce chapitre budgétaire regroupe les crédits permettant le versement des secours et aides aux personnes vulnérables, les subventions aux budgets annexes, la participation au COSC et diverses autres charges.

Ce chapitre présente en 2025 une progression de 16,35 %, soit +181K€. L'augmentation des subventions d'équilibre aux budgets annexes (+285 K€ soit +37,65 %) explique cette progression notable. Elle est toutefois compensée par l'évolution à la baisse des autres postes de dépenses. La diminution des secours et aides répond à un ajustement des crédits inscrits à la réalité des montants consommés ainsi qu'à la contribution de la Ville au FSL dont le règlement a été révisé pour en permettre un meilleur accès.

Types de charges	BP 2024	BP 2025	Evol. % BP24/BP25	Evol. € BP24/BP 25
Secours, aides et divers	206 830.00 €	156 450.00 €	-24.36%	-50 380.00 €
Subventions aux budgets annexes	783 461.00 €	1 078 472.00 €	37.65%	295 011.00 €
Subvention au COSC	36 450.00 €	32 000.00 €	-12.21%	-4 450.00 €

Diverses autres charges	80 450.00 €	21 299.00 €		-59 151.00 €
TOTAL	1 107 191.00 €	1 288 221.00 €		181 030.00 €



Lorsque le CCAS est gestionnaire d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux relevant de la loi du 2 janvier 2002 et faisant l'objet d'une tarification fixée par une autorité extérieure (Conseil Départemental, ARS, CAF...), il est tenu d'individualiser la gestion de l'activité concernée dans un **budget annexe**, rattaché au budget principal, présenté selon la **nomenclature spécifique M22**. C'est ainsi que l'on retrouve dans le budget principal M57 des subventions d'équilibre versées aux budgets annexes : budgets des **résidences autonomie**, service **prestataire**, et **CLIC**.

En 2025, les subventions aux budgets annexes se répartissent comme suit :

	CA 2022	CA 2023	BP 2024	Total voté 2024	CA 2024 prévisionnel	BP 2025	Evol. € BP24/BP 25
Subvention aux budgets annexes	757 166	662 646	783 461	1 063 506	823 336	1 078 472	37.65%
Dont CLIC	47 500	95 747	129 960	129 960	109 370	131 854	1.46%
Dont Prestataire	106 880	101 150	79 439	116 189	113 659	144 760	82.23%
Dont Résidences	602 785	465 750	574 062	817 357	600 306	801 858	39.68%
Bonvoisin	0	37 820	83 258	62 982	0	75 605	-9.19%
Saint-Filleul	167 943	107 991	83 199	130 494	62 595	159 136	91.27%
Rose des Sables	290 020	224 914	287 440	472 863	405 661	442 214	53.85%
Trianon	144 823	95 024	120 165	151 018	132 050	124 903	3.94%

D'un montant global de 783 461 € au BP 2024, les subventions versées aux budgets annexes évoluent de près de 38%, mais sont toutefois prévues à hauteur du total voté 2024.

Cependant, l'inscription budgétaire 2024 ne s'est pas réalisée en totalité : 823 K€ ont été exécutés sur 1,063 M€ inscrits, soit un taux d'exécution de 77,4%. Le CCAS pourra certainement diminuer en Décision Modificative la subvention d'équilibre à ses résidences autonomie, en fonction des taux d'occupation qui seront constatés au mois de juin. Par ailleurs, certains effets conjoncturels, comme la diminution du taux du livret A en 2025 à 2,4% devraient avoir un effet positif sur la redevance de la résidence Rose des Sables, qui capte à elle seule 41% de la subvention totale aux budgets annexes.

Les secours et aides versés par le CCAS aux personnes les plus démunies affichent dans ce budget primitif 2025 une diminution de 24,36 %. Cette réduction se justifie par un taux d'exécution 2024 de 68,5%, soit

138 K€ réalisés sur 199 K€ inscrits. Véritable cœur de métier du CCAS, cette direction cache en réalité une augmentation si l'on prend en compte la participation de 90 K€ annuels de la commune au FSL (Fonds Solidarité Logement) géré par le Département. La refonte des conditions d'accès à ce fonds a permis de mieux garantir l'accès et le maintien dans le logement des personnes présentant des difficultés financières, dès 2024.

Le budget primitif 2025 du budget principal du CCAS intègre en outre au chapitre 65 :

- La subvention dédiée au COSC (Comité des Œuvres Sociales et Culturelles) pour 32 K€,
- Le versement d'indemnités pour 15,5 K€ au propriétaire du bâtiment des 4 cantons (inscription prudentielle) dans le cadre de la sortie du bail,
- Des crédits prudentiels pour admissions en non-valeurs (5 K€),

Chapitre 66 : Les charges financières :

Les charges financières supportées par le budget du CCAS correspondent aux intérêts des emprunts en cours. Le remboursement du capital de ces emprunts est prévu en section d'investissement.

Deux emprunts ont été contractés pour financer des travaux au siège et à la maison des aînés¹.

Concernant l'emprunt auprès de la Caisse d'Epargne, les intérêts des emprunts sont en baisse (-1,9 K€ entre BP 2024 et BP 2025), selon l'échéancier d'échelonnement des remboursements. En revanche, les intérêts de l'emprunt contracté au taux TAM (Taux Annuel Monétaire) peuvent fluctuer selon les marchés financiers. En 2024, ce taux, à 0% jusqu'en 2022, est remonté à 2,73% en 2023, puis s'établissant en moyenne à 3,5% en fin d'année 2024, d'où l'augmentation en perspective de 1K€ en 2025.

Au total les charges financières diminuent de 0,9 K€, soit -4,61 % :

Types de charges	BP 2024	BP 2025	Evol. % BP24/BP25	Evol. € BP24/BP 25
Intérêts réglés à l'échéance	19 530.00 €	18 630.00 €	-4.61%	-900.00 €
TOTAL	19 530.00 €	18 630.00 €	-4.61%	-900.00 €

Chapitre 67 : Les charges spécifiques :

Les charges exceptionnelles regroupent des dépenses non récurrentes et qui ne peuvent être assimilées à des charges d'exploitation courante.

Types de charges	BP 2024	BP 2025	Evol. % BP24/BP25	Evol. € BP24/BP 25
Autres charges exceptionnelles	7 000.00	7 000.00	0.00%	0.00 €
TOTAL	7 000.00	7 000.00	0.00%	0.00 €

L'inscription prudentielle de 7K€ à ce chapitre permettra de réaliser différentes opérations d'annulation de titres de recettes sur les exercices antérieurs (régularisations diverses, remboursements de tiers, etc.).

4. L'investissement

a. Recettes

¹ Echéancier et capital restant à rembourser en fin de note dans la partie endettement

Les recettes d'investissement prévues par le CCAS au BP 2025 s'élèvent à 574 148,33 €, en augmentation de 109,4 % (soit +299 960 €) par rapport au BP 2024.



Chapitres en recettes	BP 2024	BP 2025	Evol. % BP24/BP25	Evol. € BP24/BP 25
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	92 999.33	394 063.33	323.73%	301 064.00
10 - Dotations, fonds divers et réserves	7 800.00	4 200.00	-46.15%	-3 600.00
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	173 389.00	175 885.00	1.44%	2 496.00
Total général	274 188.33	574 148.33	109.40%	299 960.00

Cette évolution provient de la reprise au budget principal du résultat de la section d'investissement de l'EHPAD La Pléiade dans le budget 2024 (440 927,21 €).

Les recettes du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) sont prévues à hauteur des dépenses d'investissement éligibles effectuées à l'exercice 2023, soit 4,2 K€, selon le calcul de cette compensation versée par l'Etat.

Les amortissements des immobilisations sont prévus en hausse de 1,44 % et s'établissent 175 885 €.

b. Dépenses

Les dépenses d'investissement prévues par le CCAS au titre du BP 2025 s'élèvent à 574 148,33 €, en hausse de 109,4% (soit + 299 960 €) par rapport au BP 2024.

Chapitres en dépenses	BP 2024	BP 2025	Evol. % BP24/BP25	Evol. € BP24/BP 25
16 - Emprunts et dettes assimilées	85 700.00 €	92 303.00	7.70%	6 603.00
20 - Immobilisations incorporelles	90 514.76 €	193 000.00	113.22%	102 485.24
21 - Immobilisations corporelles	85 373.57 €	276 245.33	223.57%	190 871.76
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	12 600.00 €	12 600.00	0.00%	0.00
Total général	274 188.33 €	574 148.33	109.40%	299 960.00

La section d'investissement prendra notamment en charge les acquisitions et travaux suivants en 2025 :

- Les travaux dans les différents bâtiments du CCAS : 30K€
- Licences informatiques pour la bureautique et le réseau : 60 K€
- Renouvellement du parc informatique : 28,2 K€
- Renouvellement des matériels d'infrastructure : 10 K€
- Travaux de câblage : 20 K€
- Evolution logiciel de gestion financière : 12 K€
- Evolution autres logiciels : 20 K€
- Evolution solution Wifi : 12 K€
- Badgeuse pour la solution de gestion des temps : 4 K€
- Matériels de confort pour la Chaloupe : 6 K€

Le budget principal du CCAS ne comporte pas d'investissements pluriannuels. Les investissements structurants sont portés par la Ville et refacturés au CCAS au fil des travaux.

Les remboursements des emprunts suivent l'échéancier. Ils sont prévus à hauteur de 87,3 K€ en 2025. Le remboursement du capital des deux emprunts est en augmentation de 1,9K soit 1,56 % en 2025.

L'extinction de ces emprunts est prévue en 2028.

5. L'endettement

Budget Principal	2022	2023	2024	Budget prévisionnel 2025
Encours de la dette au 31/12/N	530 602 €	448 742 €	363 344 €	276 041 €
Annuités en capital	81 860 €	83 586 €	85 398 €	87 303 €
Intérêts de la dette	14 068 €	20 239 €	20 431 €	18 630 €
Taux d'endettement	9%	7%	4%	4%
Charge de la dette	1,56%	1.62%	1.25%	1.49%

La charge de la dette et le taux d'endettement continueront à baisser en 2025. L'encours de la dette diminue selon l'échéancier normal des remboursements des emprunts en cours.

Le CCAS n'a contracté aucun nouvel emprunt en 2024, son taux d'endettement et la charge de la dette restent stables en 2025.

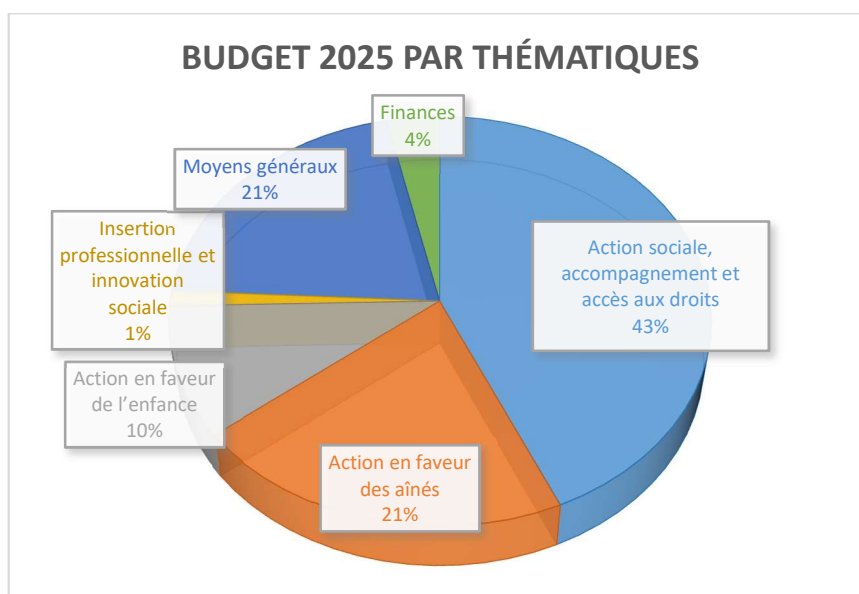
6. Présentation par thématique (crédits réels de fonctionnement et d'investissement)

Le budget principal du CCAS de Rouen s'articule autour de quatre thématiques et de ses moyens généraux, additionné d'un service « Finances » en 2025. Ce dernier a pour unique objet de réserver la partie du résultat de fonctionnement servant à l'équilibre global du budget mais n'ayant pas d'affectation spécifique (pour 287,7 K€).

Thématique	Service	Dépenses réelles fonctionnement	Dépenses réelles investissement
1 – Action sociale, accompagnement et accès aux droits	Action sociale et UTS	3 564 118.00 €	31 000.00 €
	L'Atelier		
	La Chaloupe		
	Domiciliation		
	Centre social Simone Veil		
	Maison du Plateau		
	Maison rue de Tunis		
2- Action en faveur des aînés	Service des aînés	1 683 004.00 €	58 684.00 €
3 – Action en faveur de l'enfance	Programme de réussite éducative	380 544.00 €	néant
4 – Insertion professionnelle et innovation sociale	Service insertion professionnelle et innovation sociale	97 006.00 €	néant

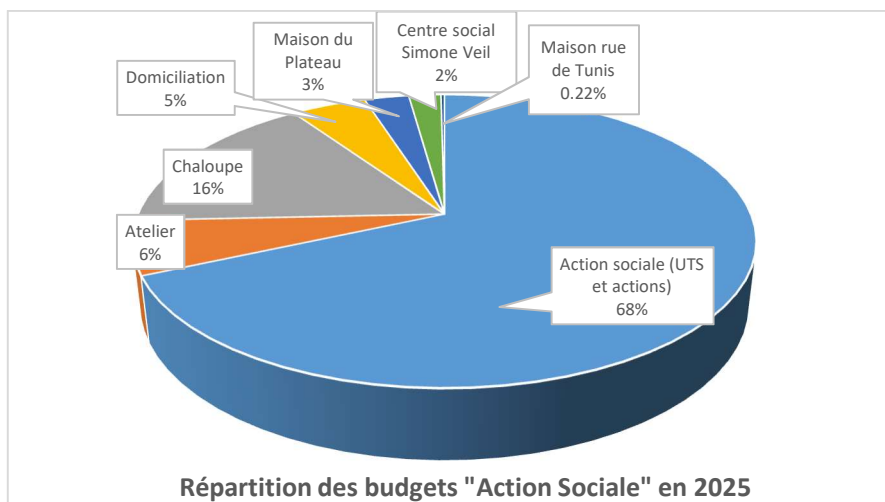
5 – Moyens généraux	Administration générale	1 71	471 864,33 €
6 - Finances	Finances	287 749,21 €	néant
TOTAL		7 732 376.21 €	561 548.33 €

La subvention de fonctionnement versée par la Ville au budget principal du CCAS est ventilée selon chaque thématique de la façon suivante :



a. L'action sociale, l'accompagnement et l'accès aux droits

43% des crédits réels inscrits au budget principal 2025 sont dédiés à l'Action Sociale pour 3 595 118 €.



Avec un budget globalement en hausse de 0,64% soit +23 K€, **les charges à caractère général** prévues au titre de l'action sociale regroupent principalement les charges de fonctionnement des UTS (unités de travail

social) et des différents dispositifs dans le graphique ci-dessus. Elles présentent des évolutions significatives suivantes :



- Les achats de fluides, de matières et fournitures sont présentés en diminution de -19,4%, du fait de la fermeture de l'Atelier du meuble,
- La sous-traitance de prestations de services évolue de +3.9%, en lien avec l'augmentation des tarifs pratiqués par le CHU pour la fourniture des repas de la Chaloupe,
- Les locations et charges locatives diminuent de près de 19% avec la sortie du bail des 4 cantons et la fermeture de l'Atelier,
- L'entretien et la maintenance, avec l'inscription de 200 K€ pour la remise en état du bâtiment des 4 cantons, est en évolution significative : +216,4 K€,
- Les frais de nettoyage des UTS et de la Chaloupe évoluent de +3,3 K€ en 2025,

Les autres dépenses : assurances, documentation, frais de formation, honoraires, frais de publicité et de relations publiques, transports et missions, activités sociales et culturelles, sont globalement stables.

Les **charges de personnel** dédiées à l'action sociale subissent une baisse de 4,31% (soit -130,9 K€) par rapport au montant prévu au BP 2024.

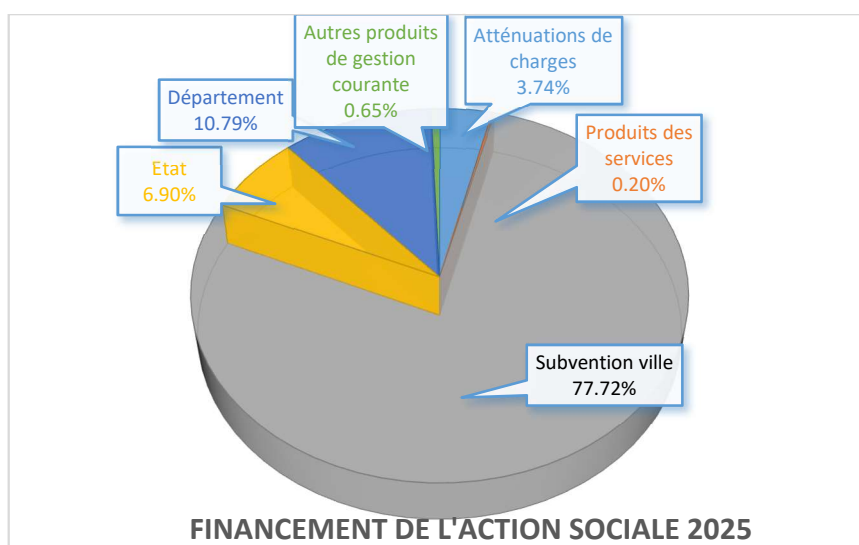
Cette évolution s'explique par les enveloppes dédiées au remplacement de personnels prévues dès le BP 2024 non reconduites au BP 2025.

La thématique « action sociale » regroupe environ 65 % des effectifs prévus au BP. Les charges de personnel représentent près de 82 % des dépenses réelles de fonctionnement de l'action sociale.

Les **autres charges de gestion courante** présentent une diminution de 24 %, soit -47,7 K€, par rapport au BP 2024.

Cette évolution s'explique par l'ajustement des crédits alloués aux secours et aides (150 K€ en 2025 contre 197 K€ en 2024) aux dépenses réalisées au compte administratif 2024.

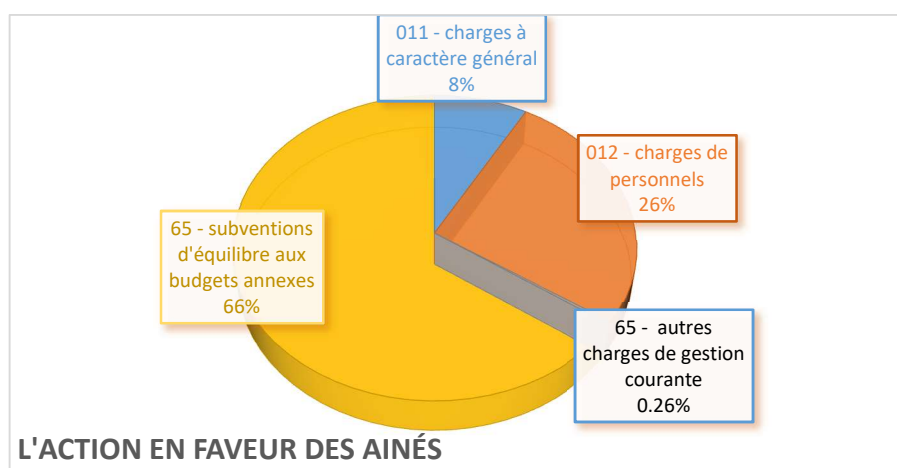
L'action sociale est financée de la manière suivante :



Les financements extérieurs représentent près de 18% du total des recettes d'action sociale, les recettes en atténuation (part agent des chèques déjeuner et remboursements de l'assurance maladie) près de 4%, tandis que la subvention de la Ville assure 78% du financement de l'action sociale.

b. L'action en faveur des aînés

L'action en faveur des aînés est la deuxième grande thématique sur laquelle le CCAS intervient, à hauteur de 1 741 688 € au BP 2025. Le budget se décompose comme suit :



Une diminution des **charges à caractère général** de 3,51% soit -5 K€ est constatée entre 2024 et 2025 pour l'action en faveur des aînés. Les évolutions principales sont les suivantes :

- Les prévisions de crédits pour l'achat de fluides et de fournitures évoluent de 13,3 K€ en fonction des consommations réalisées au compte administratif 2024,
- Les charges d'entretien et de maintenance diminuent de -18,5 K€ (soit -56,92%) car le BP 2024 intégrait des travaux sur la verrière de la maison des aînés pour 17,5 K€, qui ont été effectués et ne sont donc pas reconduits en 2025.
- L'aide à la mobilité et l'aide aux seniors à travers l'insertion professionnelle représente 24,5 K€, soit +7,5K€ (+44,12%).

Les **charges de personnel** liées à la thématique des Aînés sont présentées en augmentation de 3,76 % soit +15,9 K€.

Les charges de personnels représentent 26 % des crédits réels alloués en faveur des aînés.

Les **charges de gestion courante** augmentent de 38,96 % soit +308 K€. Ces charges représentent 66% de l'action en faveur des aînés, car elles regroupent notamment les subventions d'équilibre versées aux budgets annexes du CLIC, des résidences autonomie et du budget prestataire et le versement de certains secours et aides.

- Secours et aides : le versement du maintien « reste à vivre » pour certains résidents relogés du Hameau des Brouettes vers la résidence Roses des Sables est en diminution de 39,4 % (-2,6 K€). Cette aide, prévue à hauteur de 4 K€ (contre 6,6 K€ en 2024) compense les loyers légèrement supérieurs pratiqués à la résidence Rose des Sables. Elle est amenée à disparaître après le départ des résidents concernés.

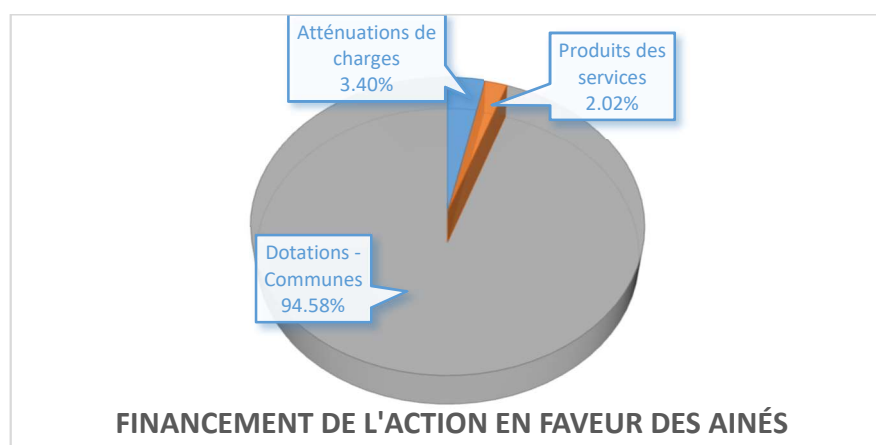
- Les subventions d'équilibre aux budgets annexes : celles-ci représentent un montant global de 1 078 472 € en 2025 contre un total voté de 1 063 506 € en 2024, soit une augmentation de 1,41 %. De BP à BP, cette augmentation est de +37,65% :

	CA 2022	CA 2023	BP 2024	Total voté 2024	CA 2024 prévisionnel	BP 2025	Evol. € BP24/BP 25
Subvention aux budgets annexes	757 166	662 646	783 461	1 063 506	823 336	1 078 472	37.65%
Dont CLIC	47 500	95 747	129 960	129 960	109 370	131 854	1.46%
Dont Prestataire	106 880	101 150	79 439	116 189	113 659	144 760	82.23%
Dont Résidences	602 785	465 750	574 062	817 357	600 306	801 858	39.68%
Bonvoisin	0	37 820	83 258	62 982	0	75 605	-9.19%
Saint-Filleul	167 943	107 991	83 199	130 494	62 595	159 136	91.27%
Rose des Sables	290 020	224 914	287 440	472 863	405 661	442 214	53.85%
Trianon	144 823	95 024	120 165	151 018	132 050	124 903	3.94%

Au BP 2025, la subvention totale allouée aux budgets annexes votés en octobre 2024, est en forte croissance : +295 K€, soit +37,65 % par rapport au BP 2024. Cette évolution tenait compte de prévisions plutôt pessimistes lors de la construction des budgets annexes à la fin de l'été dernier, notamment en ce qui concernait les taux d'occupation des résidences Rose des sables et St Filleul. Cependant, en fonction de l'exécution 2025, le CCAS pourrait envisager de reprendre une partie de ces crédits en DM au vu de la réalisation 2024 (823 K€ réalisés sur 1,063 M€ prévus).

Les **charges financières** (8,6 K€) du service des aînés découlent du remboursement de l'emprunt souscrit pour financer des travaux à la Maison des Aînés. Le règlement du capital de l'emprunt (39 684 €, soit +5.04%) est également inscrit à la section d'investissement. Cet emprunt a été contracté à taux fixe.

Les recettes des actions en faveur des aînés sont constituées à 94,5 % par la subvention de la Ville, en progression de 318,8 K€. Aucun financement extérieur n'est constaté à ce stade de la prévision pour 2025.



c. L'action en faveur de l'enfance

Les actions en faveur de l'enfance sont portées par le Programme de Réussite Educative (PRE). Ce dispositif correspond à des aides aux familles par le biais de prestations de services, réalisées par des associations ou des libéraux pour le soutien éducatif, l'accès aux loisirs, les soins de santé ou psychologiques, la scolarité, le langage, etc. Cette thématique est portée par des agents de la Ville qui dépendent de la DTE mais dont le budget est géré par le CCAS.

Le classement en QPV (Quartiers prioritaires politique de la ville) d'une partie des écoles de la rive gauche aura un impact sur le budget du PRE en 2025. Sans coup de pouce de l'Etat en 2025, un financement complémentaire de la Métropole est attendu pour assurer les nouvelles dépenses de soutien aux familles de ces quartiers.

Les **charges à caractère général** se composent uniquement des dépenses d'intervention auprès des familles pour 200 K€ (-15,3 K€ par rapport au BP 24 qui intégrait une subvention de l'Etat supérieure).

Les **charges de personnels** du PRE sont des charges de la Ville refacturées au CCAS selon une convention de mise à disposition entre la ville et son CCAS. Elles comprennent les salaires chargés de trois coordinateurs PRE et de deux référentes de parcours, dont un recrutement en 2025. La prévision de refacturation de personnels par la ville au CCAS pour les charges de personnels est de 178,2 K€ en 2025.

Dans le budget primitif 2024, le PRE est financé à 50% par l'Etat (190 K€), par l'intermédiaire de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités. Cette agence subventionne les frais de personnel et les actions du dispositif. Le CCAS, via la subvention de la Ville, contribue à hauteur de 24% (90,5 K€) et la Métropole à 27% (100 K€ prévus en 2025 contre 86,2K€ au BP 2024).

Les équilibres budgétaires du PRE pourraient évoluer en fonction des éléments retenus par l'Etat, le financeur principal.

d. L'insertion professionnelle et l'innovation sociale

C'est au sein de cette thématique que sont positionnés les crédits destinés au programme « Territoire zéro chômeur de longue durée ».

Les crédits inscrits au titre de l'insertion professionnelle et l'innovation sociale sont positionnés :

- Au chapitre 011 – charges à caractère général pour 47,3 K€ afin d'aider l'Entreprise à But d'Emploi (EBE), en lien avec le CCAS de Sotteville-lès-Rouen,
- Au budget du personnel pour 49,6 K€ pour l'ETP dédié à cette thématique.

Ce montant comprend également la participation du CCAS au poste de chargé de mission recruté par la ville de Sotteville-lès-Rouen et à la directrice de l'EBE.

La subvention de la Ville équilibre le budget réservé à cette thématique (97 K€).

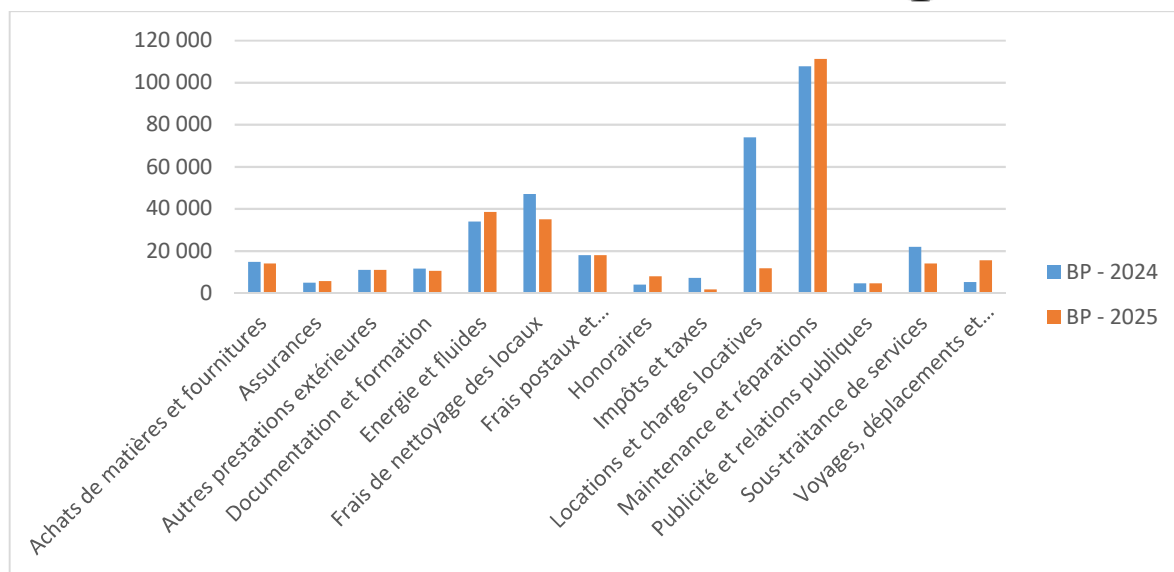
e. Moyens généraux

La somme globale des crédits réels de fonctionnement inscrits au titre des moyens généraux s'élève à 2 191 819,33 €, en augmentation par rapport à l'exercice 2024 (+24,54 % soit +431,9 K€).

Cette évolution s'explique d'abord par la reprise de personnels de l'EHPAD positionnés en absence de longue durée, et par l'augmentation globale des charges de personnels (+302,2 K€ au total), mais aussi par l'augmentation du volume de la section d'investissement, dont la plupart des crédits en dépenses sont inscrits au titre des moyens généraux (+269,8 K€).

Les **charges à caractère général** fléchées sur les moyens généraux sont globalement en baisse de -66,6 K€ (soit -18,21 %) en 2025. Elles regroupent notamment les achats de fluides, matières et fournitures, la sous-traitance de prestations, les locations, les dépenses de maintenance des matériels et d'entretien, la

documentation et la formation, les charges de postes et télécommunications, des honoraires, le nettoyage des locaux, ainsi que d'autres postes de dépenses détaillées ci-dessous :



Les **charges de personnel** enregistrent une hausse de 28,72 % (+302,2 K€) en 2025. Les ETP transférés à la Ville (pour mémoire 5 ETP en RH, 2,5 ETP en finances (dont 2 pourvus), 1 ETP pour la commande publique) représentent une charge nette de 330 K€ refacturée au CCAS (+63,7 K€ soit +23,9% par rapport au BP 24).

Le budget général de l'ensemble des services pour la médecine du travail est de 32,5 K€. Celui-ci comprend également des crédits pour les divers soutiens et accompagnements du personnel.

Des enveloppes prudentielles sont prévues au titre des moyens généraux pour diverses indemnités :

- En cas de fin de contrat à durée déterminée sur emploi permanent (45 K€) ;
- En cas de rupture conventionnelle, pour réintégration anticipée d'un agent, ou pour indemnité de congés non pris : enveloppe totale de 20K€ ;
- En cas d'allocation de retour à l'emploi (10K€).

Les enveloppes pour rémunération d'apprentis (27 K€), pour gratifications des stagiaires rémunérés (4,3 K€) et services civiques (2,7 K€) sont également incorporées au BP 2025.

La subvention au COSC (Comité des Œuvres Sociales des Personnels) pour 32 K€ et les crédits pour admissions de créances en non-valeurs (5 K€) représentent l'essentiel des **charges de gestion courante**.

Les charges financières inscrites à hauteur de 10 K€ (+1 K€ soit 11 %) permettront de régler les intérêts de l'emprunt effectué pour financer des travaux au siège du CCAS. Pour rappel, cet emprunt contracté à taux variable (taux TAM – taux annuel monétaire) voit ses frais financiers augmenter du fait de la remontée des taux ces dernières années.

Des charges spécifiques sont prévues à hauteur de 7K€ pour l'annulation de titres de recettes sur exercice antérieur.

Enfin, il est proposé de constituer la deuxième tranche d'une **provision** de 30 K€ étalée sur 3 ans (soit 10 K€ en 2025) pour versement d'un capital décès, à inscrire au chapitre 68 – dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.

Les recettes prévues au titre des moyens généraux comportent :

- La reprise des résultats de fonctionnement (796,2 K€) et d'investissement (94 K€) repris de manière anticipée,
- La subvention de la ville fléchée aux moyens généraux pour 943,2 K€,
- Des remboursements sur rémunérations pour 80,8 K€,
- Le remboursement des loyers du bâtiment des 4 cantons par la Régie des Quartiers (9,4 K€ pour la période du 1^{er} janvier au 9 mars 2025),
- Divers avoirs et remises commerciales pour 5 K€,
- La compensation de l'Etat au titre du FCTVA pour 4,2 K€.



7. Conclusion

Grâce à l'augmentation de ses résultats reportés, et au soutien encore accru de la ville en 2025, le CCAS a pu équilibrer son budget primitif 2025 plus sereinement, dans un climat économique qui tend à se stabiliser, mais qui reste précaire. Le CCAS doit continuer à améliorer son pilotage financier et sa prospective, dans le contexte de la mutualisation de ses fonctions support.